



VILLE DE PITHIVIERS

Accord-cadre de Fournitures
Courantes et de Services

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DU MARCHÉ :

**Acquisition et livraison de denrées
alimentaires pour les besoins de la Cuisine
Municipale de la ville de Pithiviers (11 lots)**

**Date et heure limites de remise des offres et des
échantillons :**

12 juin 2024 à 12 h00

**ATTENTION: REMISE OBLIGATOIRE
D'ECHANTILLONS POUR LES LOTS 2, 4, 5, 8, 9,
10 et 11)**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER – OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1 – Identification de l'acheteur public:

VILLE DE PITHIVIERS
Monsieur le Maire
1, Place Denis Poisson
45300 PITHIVIERS
Tél. : (0033) (0)2 38 30 08 77
Courriel : mairie@pithiviers.fr

Adresse Internet : <http://www.pithiviers.fr>

Adresse du Profil Acheteur: <https://www.marches-publics.info>

Contact administratif :
Service de la Commande Publique
Téléphone : 02 38 32 06 56
Courriel : servicedesmarches@pithiviers.fr

1.2 - Objet du marché :

La présente consultation a pour objet :

Acquisition et livraison de denrées alimentaires pour les besoins de la cuisine municipale de la ville de Pithiviers (11 lots).

1.3 – Procédure de passation

La consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

1.4 – Lieu de livraison et lieu d'exécution

Lieu de livraison :
Cuisine Municipale de la Ville de Pithiviers
ZAC de Senives
Rue Olympe de Gouges
45300 PITHIVIERS

Lieu d'exécution : ville de Pithiviers (45300)

1.5 – Forme du marché

La consultation donnera lieu à 11 accords-cadres, à bons de commande, mono-attributaire, au sens des articles R2162-2 alinéa 2 du Code de la Commande Publique.

Chaque accord-cadre, sans minimum, avec maximum, est passé en application de l'article R2162-4 2° du Code de la Commande Publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commandes qui seront notifiés par l'acheteur public au fur et à mesure des besoins.

1.6 – Décomposition en lots

L'accord-cadre est décomposé en 11 lots définis comme suit :

- Lot n° 1 : Viandes fraîches (agneau, bœuf, porc et veau)
- Lot n° 2 : Viandes de volailles fraîches
- Lot n° 3 : Viandes cuites sous vide
- Lot n° 4: B.O.F (beurre, oeuf et fromage)
- Lot n° 5: Charcuterie
- Lot n° 6 : Épicerie
- Lot n° 7 : Boissons
- Lot n° 8 : Fruits et légumes frais
- Lot n° 9 : Surgelés
- Lot n° 10 : Boulangerie
- Lot n° 11 : Poissons frais

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats peuvent répondre à un lot, à plusieurs lots ou à l'ensemble des lots et **doivent établir un acte d'engagement par lot.**

1.7 – Étendue des prestations et montants maximums des accords-cadres

Étendue des prestations : la quantité annuelle de commande est estimée, pour l'ensemble des 11 lots, à environ 336 000 € HT (ce montant est purement indicatif) répartie ainsi :

LOT	ESTMATIONS ANNUELLES DES COMMANDES EN € HT
n° 1 : Viandes fraîches	22 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 2 : Viandes de volailles fraîches	20 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 3 : Viandes cuites sous vide	6 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 4: Beurre Oeuf Fromage	43 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 5: Charcuterie	6 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 6 : Épicerie	38 000 (ce montant est purement indicatif)

n° 7 : Boisson	8 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 8 : Fruits et légumes frais	30 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 9 : Surgelés	112 000 (ce montant est purement indicatif)
n° 10 : Boulangerie	15 000 (ce montant est purement indicatif)
n°11 : Poissons frais	36 000 (ce montant est purement indicatif)

Les montants maximums annuels, par lot, s'établissent comme suit :

LOT	MONTANT MAXI PAR AN EN € HT
n° 1 : Viandes fraîches	32 000
n° 2 : Viandes de volailles fraîches	28 000
n° 3 : Viandes cuites sous vide	15 000
n° 4: Beurre Oeuf Fromage	52 000
n° 5 : Charcuterie	15 000
n° 6 : Épicerie	47 000
n° 7 : Boisson	15 000
n° 8 : Fruits et légumes frais	50 000
n° 9 : Surgelés	122 000
n° 10 : Boulangerie	22 000
n° 11 : Poissons frais	50 000

1.8 – Nomenclature

Référence à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal : 158 00000-6 produits alimentaires divers

LOT	Objet principal	Description
n° 1	151 10000-2	Viandes
n° 2	151 12100-7	Volailles fraiches
n° 3	151 30000-8	Produits à base de viande
n° 4	155 50000-8	Produits laitiers divers

n° 5	151 31120-2	Charcuterie
n° 6	158 94700-8	Épicerie fine
n° 7	159 80000-1	Boissons sans alcool
n° 8	153 00000-1	Fruits et légumes
n° 9	158 96000-5	Surgelés
n° 10	158 11100-7	Pains
n°11	152 11000-1	Filets de poissons frais

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 – Règlement des prestations

Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires de chaque lot.

Les articles non référencés dans les bordereaux des prix seront réglés par application aux quantités réellement commandées des prix publics ou des catalogues du fournisseur auxquels sera appliqué le rabais mentionné dans l'acte d'engagement.

2.2 – Durée du marché - Délais d'exécution des prestations - Reconduction du marché – Renouvellement

2.2.1 – Durée des accords-cadres

Les accords-cadres sont conclus pour une période initiale de 1 an à compter du 19 septembre 2024.

2.2.2 – Reconduction du marché

L'accord-cadre pourra être ensuite renouvelé annuellement, par tacite reconduction, 3 fois par période successive d'1 an, sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas renouveler le marché, il se prononce par écrit au plus tard trois mois avant la fin de la période annuelle.

2.2.3 – Délais d'exécution des prestations

Les délais de livraison des commandes passées durant la période de validité de l'accord-cadre sont fixés dans le C.C.A.P.

2.2.4 – Renouvellement des prestations

Il s'agit d'un marché renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations. Sauf dénonciation du marché en cours d'exécution, le renouvellement de la présente consultation est prévu pour le mois de mai 2028.

2.3 – Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.5 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

2.6 – Compléments à apporter au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.7 – Mode de règlement du marché

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours maximum à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

2.8 – Unité monétaire du marché

L'unité de compte dans laquelle devra s'exécuter le marché est l'Euro.

2.9 - Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation

L'ensemble des pièces remises à l'appui des candidatures et des offres devra être rédigé en langue française exclusivement.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

2.10 – Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation commun à l'ensemble des lots ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes pour chaque lot (**les candidats doivent établir un acte d'engagement par lot**).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots et ses 2 annexes ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires pour chaque lot ;
- Le Détail quantitatif estimatif fictif pour chaque lot ;
- La liste des échantillons (uniquement pour les lots 2, 4, 5, 8, 9, 10 et 11) ;
- Un cadre de réponse technique pour chaque lot.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Les candidats peuvent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises via le profil d'acheteur:

<http://www.marches-publics.info/avis/index.cfm?IDS=983>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

4.1 - Documents relatifs à la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Agréments sanitaires communautaires délivrés par les Services Vétérinaires, le cas échéant (lots concernés), et répondant à la réglementation en vigueur (CE) ;
Déclaration sur l'importance des effectifs annuels moyens et personnels d'encadrement dont le candidat dispose pour chacune des trois dernières années ;
Présentation d'une liste des principales fournitures ou principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et les destinataires publics ou privés. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut par une déclaration de l'opérateur économique ;
Certificats de qualité ou de capacité délivrés par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, certificats professionnels ;

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.2 – Pièces relatives à l'offre

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes pour le(les) lot(s) concerné(s)
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses 2 annexes
Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour le(les) lot(s) concerné(s) complété dans son intégralité
Le détail quantitatif estimatif fictif pour le(les) lot(s) concerné(s) complété dans son intégralité
<u>Les échantillons demandés à l'article 4.3 du présent règlement (pour les lots concernés par les échantillons : lots 2, 4, 5, 8, 9, 10 et 11)</u>
<u>Le cadre de réponses techniques, pour chaque lot</u> , servant à apprécier notamment la qualité des produits, la qualité du service (gestion des commandes/ livraisons/ traçabilité/ démarche qualité, etc...), la démarche de développement durable (impact des livraisons, tri sélectif des déchets et des emballages, conditionnement, etc...), la performance en matière de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture (vente directe ou indirecte du producteur au consommateur).

Les fiches techniques des produits mentionnés au BPU ou documentation technique précisant notamment la qualité et la quantité du produit, l'origine, la composition, la valeur nutritionnelle, la traçabilité des produits issus de l'agriculture biologique pour les produits concernés, etc.....)

Le ou le(s) catalogue(s) et tarifs hors bordereau des prix en vigueur au jour du dépôt des offres.

Le cadre de réponses techniques dûment complété est obligatoire, son absence entraîne le rejet automatique de l'offre.

La signature de l'acte d'engagement et autres pièces portant engagement du candidat (formulaire DC1 ou lettre de candidature) n'est pas exigée au stade du dépôt des plis.

Cette signature ne sera exigée qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché conclu.

Toutefois afin de faciliter le processus d'attribution et de réduire les délais de notification du marché, il est fortement recommandé aux candidats de procéder à la signature de ces documents dès la remise des plis.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

4.3 – Remise des échantillons : lots 2, 4, 5, 8, 9, 10 et 11 :

Pour les lots 2, 4, 5, 8, 9, 10 et 11, les échantillons suivants doivent obligatoirement être fournis avant la date et l'heure limites de remise des offres :

Lot n° 2: volailles:

Émincé de dinde viande rouge BBC
Nuggets non reconstitué plein morceau 25/30 gr
Saucisse de volaille en 50 gr BBC

Lot n° 4: beurre oeufs fromage:

Gâteau de riz en 100 gr
Yaourt aromatisé en 100 gr

Lot n° 5: charcuteries:

Pâté de campagne supérieur
Saucisson sec

Lot n° 8: Fruits et légumes:

Pomme vapeur 5^{ème} Gamme

Lot n° 9: surgelés:

Crêpe champignons 50 gr
Friand au fromage 65 gr
Pizza en bande tomate/fromage en 500 gr
Émincé de viande façon Kebab
Flan pâtissier
Mille feuilles en 65 gr

Lot n° 10: pains:

Baguette Bio
Pain Bio

Lot n°11: poissons frais:

Filet de julienne

Les lots 1, 3, 6, 7 ne sont pas concernés par la remise d'échantillons.

Les échantillons devront être fournis dans leur emballage et **ils devront obligatoirement être remis avant la date et l'heure limite de remise des offres** (la date et l'heure limites de remise des échantillons sont les mêmes que la date et l'heure limites de remise des offres).

Les échantillons devront être livrés, impérativement, à l'adresse suivante (et uniquement à cette adresse) :

**Cuisine Municipale
Rue Olympes de Gouges
ZAC de Senives
45300 PITHIVIERS**

Attention : en aucun cas, les échantillons ne seront réceptionnés en Mairie.

Ces échantillons devront répondre à toutes les modalités décrites par la présente consultation (livraison, étiquetage, fiche produit, etc.) et devront être en tous points conformes aux produits qui seront fournis dans le cadre contractuel.

Chaque échantillon sera fourni pour quatre personnes.

Les échantillons présentés seront les produits effectivement livrés pendant la durée du marché.

Ils seront clairement identifiés (avec le lot correspondant, le nom de la société soumissionnaire) et seront munis de leur fiche technique respective avec notamment les éléments suivants :

- Caractéristiques (code produit, définition du produit, fabricant, origine, poids de la pièce, conditionnement, D.L.C)
- Valeurs nutritionnelles et ingrédients avec %

Un récépissé de dépôt sera fourni sur place contre livraison de la marchandise.

Pour les lots concernés par les échantillons : si un candidat ne fournit pas les échantillons complets avant la date et l'heure limites de remise des offres, son offre sera déclarée irrégulière.

La livraison des échantillons est à la charge des candidats et ils ne seront pas facturés à la ville de Pithiviers. Les échantillons ne seront pas rendus.

Des dégustations seront réalisées sur chaque échantillon de produits fournis et la qualité des échantillons : aspect, texture, calibre, qualité gustative, etc..... sera notée.

5 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

5.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<http://www.marches-publics.info/avis/index.cfm?IDS=983>

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur.

Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats.

Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb), sur support papier ou par voie électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat.

Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé dans les délais de remise des offres, à l'adresse suivante :

VILLE DE PITHIVIERS –

5 Place Denis Poisson - Service des Marchés - 45300 PITHIVIERS

Acquisition et livraison de denrées alimentaires – Lot n°.....

Copie de sauvegarde

Candidat :

NE PAS OUVRIR

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la Commande Publique (annexe 8 du Code de la Commande Publique). »

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur.

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur. La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'anti-spam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

5.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 6 – ANALYSE DES CANDIDATURE ET DES OFFRES

6.1 - Analyse des candidatures

Il est procédé à l'examen des candidatures, dans les conditions définies ci-dessous.

Les modalités de vérification des conditions de participation seront effectuées conformément aux dispositions de l'article R.2144-3 du Code de la Commande Publique. Ainsi, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public.

En outre, si l'acheteur public constate que des pièces ou informations dont la présentation est réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes (cf. article 4.1 du présent document), il pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de dix jours calendaires maximum.

À l'appui du dossier remis, les candidatures seront appréciées en fonction des éléments suivants :

Au titre des capacités financières appréciées d'après :

- Le chiffre d'affaires des trois (3) derniers exercices disponibles
- Les assurances pour les risques professionnels.

Au titre des capacités techniques et professionnelles appréciées d'après :

- Agréments sanitaires communautaires délivrés par les Services Vétérinaires, pour les lots concernés, répondant à la réglementation en vigueur (CE) ;
- Déclaration sur l'importance des effectifs annuels moyens et personnels d'encadrement dont le candidat dispose pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et les destinataires publics ou privés. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Certificats de qualité ou de capacité délivrés par des organismes indépendants ou

moyens de preuve équivalents, certificats professionnels ;

6.2 - Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Conformément à l'article R2152-1 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses, et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

L'analyse des offres sera effectuée lot par lot.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

6.3 - Notation des critères

A) POUR LES LOTS n° 2 ,4 ,5, 8, 9, 10 et 11 (offres avec échantillons)

Critère de jugement des offres	Pondération
Valeur technique de l'offre appréciée <u>au vu du cadre de réponses techniques (et des échantillons)</u> : - Sous-critère : qualité des produits : qualité et quantité des ingrédients, valeur nutritionnelle, produits bio, ... (au vu des fiches techniques fournies) : 20 % - Sous-critère : qualité des échantillons : aspect, texture, calibre, qualité gustative, ... : 20 % - Sous-critère : qualité du service : modalités des commandes, livraisons, traçabilité, démarche qualité... : 10 % -Sous-critère : appréciation de la démarche développement durable : modalités de transport des livraisons, tri sélectifs, emballages, conditionnement... : 5 % - Sous-critère : performance en matière de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture : appréciation du nombre d'intermédiaires entre le producteur de la matière première brute et la ville de Pithiviers sur les produits fournis au bordereau des prix : 5%	60 %
Le prix au vu du DQE fictif (<u>simulation</u> de commandes)	40 %

B) POUR LES LOTS n° 1, 3, 6 et 7 (sans échantillon)

Critère de jugement des offres	Pondération
Valeur technique de l'offre appréciée <u>au vu du cadre de réponses techniques</u> : - Sous-critère : qualité des produits : qualité et quantité des ingrédients, valeur nutritionnelle, produits bio... (au vu des fiches techniques fournies) : 25 % - Sous-critère : qualité du service : modalités des commandes, livraisons, traçabilité, démarche qualité : 25 % - Sous-critère : appréciation de la démarche développement durable : modalités de transport des livraisons, tri sélectifs, emballages, conditionnement... : 5 % - Sous-critère : performance en matière de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture : appréciation du nombre d'intermédiaires entre le producteur de la matière première brute et la ville de Pithiviers sur les produits fournis au bordereau des prix : 5%	60 %
Le prix au vu du DQE fictif (<u>simulation</u> de commandes)	40 %

La Collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

ARTICLE 7 – CONDITION DE VALIDITÉ DE L'OFFRE RETENUE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Documents à produire par le candidat auquel l'attribution du marché est envisagée

- Le cas échéant, le candidat devra produire l'acte d'engagement signé.
- Une attestation que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-1 du Code de la Commande Publique ;
- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141- 2 du Code de la Commande Publique. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
- les pièces prévues aux articles R.1263-12 (le cas échéant), D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique ;
- Si un groupement est désigné attributaire, il devra être produit un document

- d'habilitation signé par les autres membres du groupement justifiant de sa capacité à intervenir en leur nom et pour leur compte ;
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L.241-1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<http://www.marches-publics.info/avis/index.cfm?IDS=983>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS CEDEX 1

Tél : 02 38 77 59 00

Télécopie : 02 38 53 85 16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS CEDEX 1

Tél : 02 38 77 59 00

Télécopie : 02 38 53 85 16

Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr